

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Le commerce mondial au cœur des discussions

Le commerce mondial était au centre des discussions du Forum économique mondial (FEM) de cette année à Davos (22 au 25 janvier) en raison du ralentissement de la croissance de l'économie mondiale et, surtout, de l'impact de la guerre commerciale États-Unis–Chine sur l'économie mondiale et les marchés boursiers.

À l'approche du Forum de Davos, toute l'attention était tournée vers la potentielle réunion bilatérale entre le haut personnel des deux principales superpuissances économiques, qui se sont donné 90 jours pour résoudre leurs tensions commerciales. Cependant, en raison de l'arrêt des activités gouvernementales aux États-Unis, la réunion n'a pas eu lieu, ce qui a déplacé l'attention vers la réunion des 30 et 31 janvier entre le vice-premier ministre de la Chine, Liu He – un proche conseiller du président Xi Jinping –, le secrétaire au Trésor américain, Steven Mnuchin, et le représentant pour le commerce des États-Unis, Robert Lighthizer.

Pendant ce temps, à Davos, trois réunions ministérielles distinctes ont eu lieu. Elles étaient axées sur la réforme nécessaire à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ainsi que sur le travail exploratoire concernant les négociations plurilatérales entourant le commerce électronique et le programme actuel de l'OMC.

« Le mot que nous entendons sans cesse est “réforme” »

Les États-Unis ont réussi à forcer l'OMC à évoluer, sans quoi elle aurait risqué de devenir non pertinente dans l'économie mondiale d'aujourd'hui. Et le directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo, l'a reconnu.

« Nous devons en faire plus pour faire progresser plus rapidement les travaux de l'OMC et pour être plus flexibles afin de mieux répondre aux besoins des Membres », a affirmé M. Azevêdo, appelant les Membres à exploiter cette « fenêtre politique » afin de réaliser les réformes nécessaires pour moderniser l'organisation.

Un premier groupe de ministres du Commerce a abordé la question le 24 janvier à l'invitation du ministre canadien de la Diversification du commerce international, Jim Carr.

Le groupe « qui partage les mêmes idées »¹ a poursuivi les discussions entreprises en octobre à Ottawa dans l'objectif de trouver des moyens de préserver et de renforcer l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'organisation et sa fonction de surveillance et de transparence, ainsi que de redynamiser sa fonction de négociation.

Le groupe, qui exclut les États-Unis et la Chine, a offert son appui dans le contexte des consultations du Conseil général sur la réforme de l'Organe d'appel afin que les Membres s'engagent sans réserve en vue de réaliser des progrès avant les réunions des ministres et des dirigeants du G20, qui doivent avoir lieu en juin au Japon.

Le groupe s'est également engagé à entamer les pourparlers sur les subventions à la pêche et souhaite que d'autres fassent de même dans le but d'en arriver à un résultat d'ici la fin de l'année. Il a pressé les délégués de s'attaquer aux « affaires inachevées ou en suspens, notamment celles qui portent sur les distorsions du marché et qui sont attribuables aux subventions et autres instruments ».

La pêche et l'agriculture en tête des priorités

La négociation sur les subventions à la pêche est perçue comme étant l'épreuve décisive pour les Membres, celle qui permettra de déterminer s'ils ont la volonté de terminer la négociation cette année (dès décembre par l'entremise du Conseil général, ou lors de la CM12 à Astana, au Kazakhstan). Afin d'améliorer leurs chances de parvenir à un résultat cette année, le président, l'ambassadeur Zapata Barradas (Mexique), a exhorté les délégués à « s'engager dans les négociations en visant véritablement le consensus », dans le but de préparer le terrain pour que les chefs de délégation (c.-à-d. les ambassadeurs) s'attaquent au cœur de la question avant la pause estivale.

« Le moment exact dépendra de la vitesse à laquelle nous pouvons réaliser des progrès au niveau technique au sein du groupe de négociation », a indiqué M. Zapata Barradas.

De façon similaire à ce qui a été fait pour le groupe de travail sur les subventions à la pêche, le président du groupe

¹ Australie, Brésil, Canada, Chili, Union européenne (UE), Japon, Kenya, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Singapour, Corée du Sud et Suisse

de négociation sur l'agriculture, l'ambassadeur Deep Ford (Guyana), a également transmis un plan de travail pour la période allant de janvier à avril 2019. L'objectif de ce nouveau processus, a-t-il affirmé, est de « tirer profit du niveau élevé d'engagement interactif observé pendant l'automne et d'approfondir et d'intensifier nos discussions dans le but de réaliser des progrès vers un résultat concret, inclusif et significatif en ce qui a trait aux négociations sur l'agriculture ».

L'ambassadeur Ford prévoit emprunter deux voies parallèles, à savoir des réunions ouvertes mensuelles (Session extraordinaire du Comité de l'agriculture) et des réunions des groupes de travail (GT) axées sur des sujets particuliers : soutien interne (SI), détention de stocks publics (DSP), accès aux marchés (AM), mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS), concurrence à l'exportation (CE), restrictions à l'exportation (RE) et coton.

Les deux premiers GT (SI et DSP) commenceront à se réunir à la fin janvier ou au début février dans le but de faire état de la situation lors d'une réunion de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture prévue les 14 et 15 février.

Négociations plurilatérales sur le commerce électronique

L'autre annonce qui a été faite en marge du FEM a été celle d'environ 70 pays de l'OMC qui, le 25 janvier, ont accueilli favorablement les progrès réalisés vers le lancement de négociations plurilatérales sur le commerce électronique, l'un des nouveaux enjeux à la table de négociation de l'OMC.

« Nous confirmons notre intention d'entamer les négociations à l'OMC sur les aspects commerciaux du commerce électronique », a indiqué le groupe dans une déclaration, ajoutant chercher à « atteindre un résultat rigoureux basé sur les accords et les cadres existants de l'OMC avec la participation du plus grand nombre de Membres de l'OMC possible ».

Certains se demandaient si la Chine accepterait de participer, étant donné par exemple les restrictions de Beijing sur la délocalisation informatique. La Mission de la Chine auprès de l'OMC a même déclaré que le pays n'était pas prêt à entamer une discussion plurilatérale sur le commerce électronique. Cependant, le 25 janvier, la Chine

a été mentionnée parmi les pays souhaitant lancer cette nouvelle négociation.

Le représentant pour le commerce des États-Unis, Robert Lighthizer, a accueilli favorablement ce changement, puisque les États-Unis, a-t-il indiqué, cherchent à parvenir à un « accord rigoureux et exécutoire qui crée des règles solides basées sur le marché dans ce domaine et permet de réduire les obstacles à l'échelle planétaire qui menacent de nuire à la croissance de l'économie numérique, notamment les restrictions sur la délocalisation informatique et les exigences sur la localisation des données ».

Les observateurs s'attendent à ce que ces négociations plurilatérales soient officiellement lancées en juin, en marge de la réunion ministérielle du G20, au Japon.

« 2019 sera une année critique »

Réunis à Davos à l'occasion de la mini-discussion ministérielle qui figure traditionnellement au programme de l'OMC, les ministres du Commerce de 32² pays se sont engagés à trouver une solution convenable aux tensions commerciales actuelles. Ils ont convenu de réformer et de moderniser l'OMC en restaurant son Organe d'appel, tout en cherchant à réaliser des progrès tangibles dans les négociations sur les enjeux de longue date et à parvenir à un résultat quant aux subventions à la pêche. Le groupe a également approuvé l'établissement de nouvelles méthodes de négociation en vue de réaliser des progrès sur des enjeux d'intérêt pour les Membres (c.-à-d. plurilatéraux).

« Nous travaillons fort sur toutes ces questions », a affirmé le directeur général de l'OMC, M. Azevêdo.

« 2019 sera une année critique pour le commerce mondial et pour l'OMC. Nous avons l'occasion de nous attaquer aux défis systémiques auxquels nous sommes confrontés et de renforcer l'OMC pour les générations à venir. Ultimement, notre succès dépendra de la volonté des Membres de voir le système évoluer », a-t-il conclu.

² Argentine, Australie, Brésil, Canada, République centrafricaine, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Égypte, UE, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Kazakhstan, Corée, Malaisie, Malawi, Mexique, Maroc, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Norvège, Philippines, Fédération de Russie, Arabie saoudite, Singapour, Afrique du Sud, Suisse, Thaïlande, Turquie, le président du Conseil général de l'OMC, l'ambassadeur Junichi Ihara, et le directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo.

Genève en bref est publié une fois par mois par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada, les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada et les Producteurs d'œufs du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : producteurslaitiers.ca, producteursdepoulet.ca, producteursdoeufs.ca, leseleveursdedindonducanada.ca, chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

